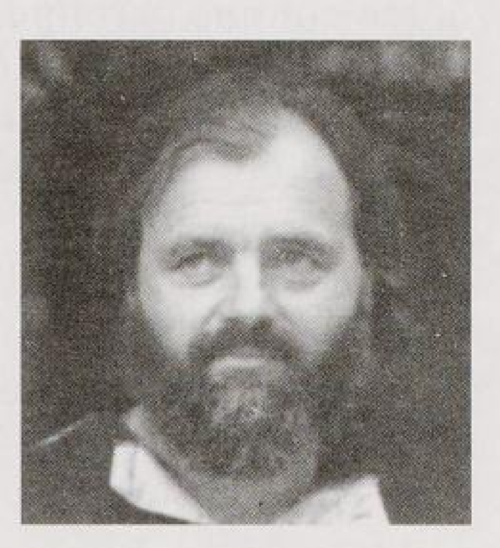
RASSEMBLEMENT DU PEUPLE DE GAUCHE

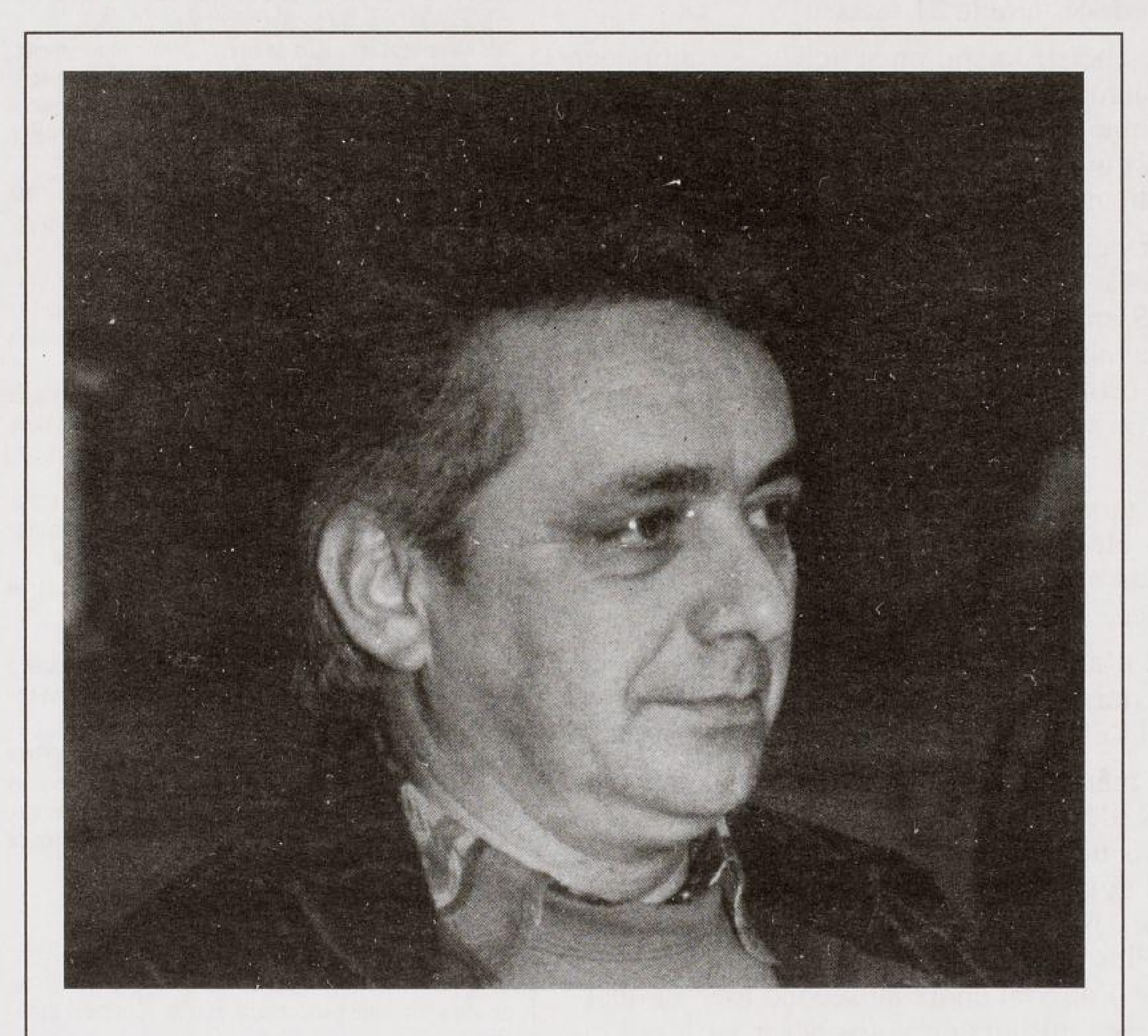
Josian VAYRE

Directeur d'école

présenté par le Parti communiste français



Suppléant :
Michel de CHANTERAC
Maire-adjoint de Brens



« Je mets mon bulletin de vote à votre disposition.
Vous qui avez rejeté il y a cinq mois Maastricht et la politique qui lui est liée,
Vous qui voulez avoir la garantie d'être défendus, quoi qu'il arrive demain,
Vous qui refusez avec moi la dissolution de la gauche et restez attachés à une politique de progrès social.
En l'utilisant par milliers, vous enverrez le 21 mars un message d'espoir !

En vous servant du bulletin de vote qui porte nos noms, vous avez la possibilité de vous faire entendre, de dire que vous voulez que ça change, de vous donner davantage de force pour vous défendre, pour créer le rassemblement le plus ouvert, le plus large de tous ceux qui aspirent à une issue neuve pour la France et pour notre département.

Bien sûr, vous n'êtes pas forcément d'accord avec tout ce que dit et fait le Parti communiste. Nous le savons. **Nous ne ferons pas dire à votre voix autre chose que ce qu'elle aura voulu exprimer.**

Les milliers de voix qui se rassembleront ici pèseront lourd à l'échelle nationale pour appuyer l'exigence de changement réel. Un progrès du vote communiste est le seul élément positif nouveau qui peut sortir de ces élections.

Vous voulez du neuf dans ce pays et dans la politique : nous vous en offrons le moyen.

Elections législatives de mars 1993 - 2e Circonscription du Tarn

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Tout au long de cette campagne, vous avez été nombreux à me dire votre déception, souvent votre désarroi, parfois votre colère.

Le 21 mars, ce qui vous préoccupe c'est d'exprimer en même temps votre mécontentement et votre volonté de plus de justice, de plus de dignité.

La droite est prête à revenir au pouvoir, sa victoire est considérée comme certaine. Or, il faut la savoir, la coalition RPR-UDF, représentée dans cette circonscription par Monsieur Bonnecarrère, veut rendre la société française plus injuste et plus impitoyable. Suppression du SMIC, retraite par points, fin du logement social, essor du temps partiel, école publique cassée : c'est tout le projet destructeur de Maastricht qu'elle veut mettre en œuvre aiguillonnée par l'extrême-droite.

Je suis convaincu que la plupart d'entre vous n'adhérez pas à ce projet destructeur. Vous voudriez l'exprimer clairement et vous cherchez le moyen de le faire le 21 mars.

Mais alors, quel vote choisir lorsqu'on se refuse à cautionner la mauvaise politique du gouvernement actuel que le député sortant a - hélas ! - soutenue inconditionnellement ? Je sais que beaucoup d'entre vous, qui êtes des hommes et des femmes de progrès, vivent mal ce dilemme.

Depuis le 17 février dernier, la difficulté est devenue plus sérieuse encore. Ce jour-là, Michel Rocard, approuvé depuis par tous les dirigeants du PS, mais au mépris de l'opinion des socialistes de la « base », a annoncé la dissolution de son parti dans un mouvement avec les écologistes et la droite dite « centriste ». Il a même précisé : « En votant pour nos candidats, vous ne voterez pas pour le PS ».

Voilà pourquoi, avec mon ami Michel de Chanterac, connaissant l'attachement des électeurs de cette circonscription aux valeurs de progrès, nous nous adressons à vous avec gravité, mais aussi avec confiance.

Comme des milliers d'autres l'ont déjà décidé, ne craignez pas d'utiliser le bulletin qui porte nos noms pour barrer la route à la droite et empêcher ici l'élection de son représentant.

Vous pouvez le faire même si vous ne partagez pas toutes les propositions, toutes les idées du PCF, sans redouter que votre vote soit récupéré. Nous ne ferons pas dire à ce bulletin autre chose que ce que vous avez envie de dire. C'est le moyen de faire entendre votre voix pour une politique de progrès social nécessaire et possible. Plus nombreux vous serez à le faire, plus fortes seront les chances d'un vrai choix au second tour, et quelle que soit la situation, ces milliers de votes pèseront lourd du bon côté : le votre !

Même si nous n'avons pas eu l'occasion de nous rencontrer, vous pouvez être sûrs que la démarche participative qui a prévalu pour faire notre programme sera celle de notre mandat d'élu.

Dialoguer et travailler ensemble pour avancer dans le respect des différences et de la diversité, telle est et restera la ligne de conduite que Michel de Chanterac et moi-même mettons déjà en œuvre comme militants et élu. Nous savons que vous êtes désireux plus que jamais de juger les responsables politiques aux actes et pas à partir de leurs promesses. Vous avez bien raison !

Nous faisons confiance en votre lucidité.

Vu, le candidat

VOICI LES PROPOSITIONS QUE NOUS AVONS ÉLABORÉES AVEC VOUS (extraits)

L'EMPLOI : problème majoritaire pour 86 % des Françaises et des Français.
Le drame du chômage n'est pas la rançon du progrès scientifique et technologique. Il n'est pas fatal.
Il est le résultat d'une politique au service de « l'argent-facile ».
Il faut inverser les choses : investir dans l'appareil économique mis au service des hommes.

Dans notre circonscription

L'industrie du cuir (mégisserie, maroquinerie) est-elle destinée à disparaître ? Nous nous inscrivons contre ce déclin.
Il est possible de la développer en répondant aux besoins des gens, en augmentant les salaires et en instaurant une vraie coopération avec les pays sous-développés.
Pour cela, il est urgent de mettre en place les « Etats généraux » du Graulhétois, dont le principe a été adopté en octobre 1991 par le Conseil municipal de Graulhet.

- Annuler tous les plans de licenciements programmés, conformément à la loi d'initiative communiste votée le 23/12/92 relative à la nouvelle procédure de licenciement et à l'utilisation des fonds publics destinés à l'emploi.
- Rompre avec les orientations qui ont englouti 65 milliards de centimes dans le pôle de conversion pour des opérations sans cohérence.

• Aller vers les 35 heures hebdomadaires sans diminution de salaire (moins 2 heures sur 5 ans, c'est 500 000 emplois en plus).
• Porter le temps de formation de 3 % à 10 % du temps de travail : sur 5 ans, 500 000 emplois seraient créés ou maintenus.

LES SERVICES PUBLICS : facteurs de progrès social.
Ils doivent être développés en les libérant de la rentabilité financière qui menace leurs missions d'intérêt général.
Il faut mettre en échec les directives européennes façon Maastricht visant à leur privatisation.

LA PROTECTION SOCIALE : elle doit continuer à reposer sur la solidarité. Les acquis sociaux ne sont pas des « privilèges » mais une avancée de la civilisation.
Pour la financer nous proposons de soustraire le système de santé au marché capitaliste et de taxer les revenus financiers au même taux que les cotisations retenues aux salariés, ce qui rapporterait immédiatement 65 milliards de francs.

« PAS DE PAYS SANS PAYSANS »
Les zones rurales sont gravement menacées par la réforme de la PAC et les négociations du GATT. Notre pays a besoin de son agriculture performante et d'un tissu rural dynamique.
Avec vous, nous refuserons le « coup de force américain ».

UNE POLITIQUE EFFICACE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT doit aller de pair avec une activité industrielle et agricole respectueuse des équilibres écologiques, utilisant des technologies propres, et un aménagement du territoire équilibré.

- Traiter les déchets industriels, ménagers, hospitaliers et les eaux usées pour développer des filières industrielles nouvelles, par exemple en créant deux incinérateurs (Tarn-nord, Tarn-sud) utilisant le charbon de Carmaux.
- Etudier la mise en place d'une centrale thermique de 600 Mgw sur Albi.
- Assurer le traitement des eaux et effluants industriels de Graulhet par la Régie municipale. Pas de privatisation comme à Gaillac.

apej albi - 63 54 10 79 - rc 80 b 104